



PREFET DE L'AUBE

Arrêté n° DDT-SG-2016076-0002

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

---

Société FRANCE TEINTURE  
Commune de TROYES

---

**Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure**

---

La Préfète de l'Aube,  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement, notamment son livre V,

**VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement visée à l'article R. 511-9 du code de l'environnement,

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 27 février 1987, complété par les arrêtés n°10-1678 du 11 juin 2010 et n°11-2332 du 04 août 2011, autorisant la société FRANCE TEINTURE, dont le siège social est situé 15, rue des Hauts Trévois à TROYES (10000), à exploiter à la même adresse sur la commune de TROYES, des activités d'ennoblissement de textiles,

**VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

**VU** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement du 15 février 2016 établi à l'issue de la visite d'inspection du 28 octobre 2015,

**CONSIDERANT** que la société FRANCE TEINTURE exploite des installations comprenant notamment une activité d'ennoblissement de textiles soumise au régime de l'autorisation, visée par la rubrique 2330 de la nomenclature des installations classées,

**CONSIDERANT** que les articles 4.4.4.4 et 4.4.4.6 de l'arrêté préfectoral n°10-1678 du 11 juin 2010 prévoit que «[...]les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : < 30°C
- AOX (composés organiques du chlore) : concentration moyenne sur 24 h inférieure ou égale à 1 mg/l ,

**CONSIDERANT** que la température des effluents avant envoi dans le réseau de la ville de Troyes, relevée le jour de la visite d'inspection, était de 32°C,

**CONSIDERANT** que les valeurs enregistrées par l'exploitant font apparaître des dépassements récurrents des valeurs limites à l'émission des AOX,

**CONSIDERANT** que l'article 4.2.3. de l'arrêté préfectoral n°10-1678 du 11 juin 2010 n'est pas respecté,

**CONSIDERANT** que l'exploitant rejette des effluents non autorisés,

**CONSIDERANT** que l'article 9.2.1.2 de l'arrêté préfectoral n°10-1678 du 11 juin 2010 n'est pas respecté,

**CONSIDERANT** que l'exploitant ne procède pas annuellement à la surveillance de ses rejets canalisés (chaudières, séchoirs, rames, solvanteuse) par un organisme agréé,

**CONSIDERANT** qu'au vu de ces éléments, l'exploitant ne remplit pas les exigences des articles 4.3.9, 4.3.12, 7.5.5, 7.7.4, et 7.7.5 de l'arrêté du 9 mars 1999 susvisé,

**CONSIDERANT** qu'il convient dans ces conditions de prendre les mesures propres à assurer la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du même code, en mettant en demeure la société FRANCE TEINTURE de régulariser la situation de ses installations,

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du département de l'Aube,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1**

La société FRANCE TEINTURE, dont le siège social est situé 15, rue des Hauts Trévois à TROYES (10000) est mise en demeure, pour ses installations situées à la même adresse, de respecter les dispositions des articles 2 à 4 du présent arrêté.

### **ARTICLE 2**

Toutes les dispositions seront prises pour maintenir, sous 3 mois, tel que prescrit par son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°10-1678 du 11 juin 2010, les valeurs limites à l'émission des rejets d'eau de process en AOX et en température en sortie de la station de traitement interne. L'exploitant transmettra également à l'inspection des installations classées, une étude visant à démontrer durablement sa capacité à les respecter.

### **ARTICLE 3**

La société FRANCE TEINTURE cessera, sans délai, tout rejet non autorisé par son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°10-1678 du 11 juin 2010.

### **ARTICLE 4**

L'exploitant FRANCE TEINTURE procédera, sous 1 mois, tel que prescrit par son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°10-1678 du 11 juin 2010, à la surveillance par un organisme agréé de ses rejets canalisés atmosphériques (chaudières, séchoirs, rames, solvanteuse).

### **ARTICLE 5**

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article 1 du présent arrêté dans les délais imposés, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 6**

Conformément aux dispositions de l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE – 25 rue du Lycée – 51036 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE.

#### **ARTICLE 7**

Une copie de ce dernier est déposée aux archives de la mairie de TROYES pour y être tenue à disposition de toute personne intéressée.

Un extrait est affiché à la porte de la mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Le procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est adressé par la mairie à la préfecture de l'Aube – direction départementale des territoires – secrétariat général – bureau juridique.

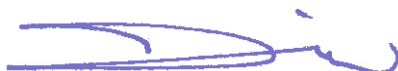
#### **ARTICLE 8**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Notification en sera faite au directeur de la société FRANCE TEINTURE à TROYES.

Fait à Troyes, le 16 mars 2016

La Préfète



Isabelle DILHAC